

LE SEUL REMEDE ANTICRISE

JEAN-HERVE LORENZI Professeur à l'université Paris-Dauphine, président du Cercle des économistes

ET

ALAIN VILLEMEUR Professeur à l'université Paris-Dauphine¹

Nombre d'analyses se bornent à ne voir dans la crise actuelle qu'une crise avant tout financière ayant engendré une récession mondiale. Il existe un diagnostic différent, visant à la considérer comme une crise puisant ses racines dans une profonde méconnaissance du potentiel économique de l'innovation technologique.

La sortie de crise passe-t-elle par l'instauration d'un nouveau régime de croissance sous-tendu par de nouvelles innovations technologiques ? Le plan de relance français est-il à la hauteur des enjeux, compte tenu des faiblesses structurelles de l'économie française ? Pour répondre à ces interrogations, il convient au préalable de revenir sur l'analyse de cette crise si profonde et si atypique.

Double crise

L'industrie automobile, si emblématique dans nos sociétés, illustre pleinement la crise de l'innovation qui est venue s'ajouter aux causes plus classiques d'une crise économique. Tandis que les constructeurs américains continuaient à produire des modèles très gourmands en carburant, les constructeurs européens s'engageaient dans la compétitivité par les coûts, par exemple par des délocalisations dans les pays à faible coût de main d'œuvre. Simultanément, les recherches pour les voitures plus écologiques ont stagné, voire régressé. Pourtant, cela fait un certain temps que les ménages sont dans l'attente de voitures plus économes en carburant et plus propres. C'est une évolution rapide de la norme de consommation qui se déroule sous nos yeux et l'offre de voitures n'est plus adaptée à la demande des clients. La mise sur le marché de « nouvelles » voitures est donc une condition nécessaire à la sortie durable de la crise.

Plus généralement, la hausse sans précédent du prix des matières premières (agricoles, énergétiques, minérales) intervenue entre 2000 et 2008, due fondamentalement à la demande croissante des pays émergents, met en évidence là encore l'absence d'innovations majeures permettant d'économiser les matières premières ou en trouver des substituts. Les marchés se sont souvent révélés incapables de générer ces innovations. Et celles d'entre elles, trop rares à avoir été introduites sont problématiques : ainsi, par exemple, les biocarburants de première génération concurrencent l'usage des terres destinées à l'alimentation animale et l'attente se tourne vers les biocarburants de seconde génération. Quant à celles concernant le domaine énergétique (éolien et solaire), elles résultent de fortes incitations des pouvoirs publics.

La démonstration a été faite que la norme actuelle de consommation occidentale n'est pas généralisable au Monde entier, sans tension extrême sur les prix et sans péril écologique, faute d'innovations de rupture. Force est de constater qu'il n'y a eu que peu d'incitations à innover, pour des technologies plus économes ou plus écologiques, autrement dit en faveur des « technologies vertes ». Ceci conduit à se réinterroger sur la mondialisation en cours. Est-elle

¹ Auteurs de *L'innovation au cœur de la nouvelle croissance*, Economica, mai 2009.kl

naturellement favorable à l'innovation, et notamment à celle qui doit faire face à la relative pénurie de matières premières et à la prise en compte des impératifs écologiques ?

La réponse n'est nullement évidente, car deux phénomènes contraires se conjuguent. La transformation en économies de marché dynamiques de pays, qui sont de formidables réservoirs de main d'œuvre bon marché, ne va pas dans le bon sens. Dans les économies développées, elle incite à promouvoir la compétitivité par les prix, qui se manifeste par exemple par les délocalisations. L'abondance du travail à bas coût pénalise l'innovation technologique. C'est la situation inverse de celle décrite par Habakkuk² qui explique le formidable développement de l'innovation aux Etats-Unis au 19^e siècle, par la nécessité de surmonter le coût relativement élevé de la main d'œuvre.

En sens contraire, l'élévation rapide du capital humain dans les pays émergents contribue à accroître leur capacité d'innovation, ce qui pourrait renforcer, au travers de la concurrence, la nécessité d'innover dans les économies développées. Songeons ainsi à la Chine qui est devenue tout récemment la deuxième puissance pour les publications scientifiques émanant de sa R&D, qui représente déjà plus de 1,3 % du PIB. Néanmoins, cette capacité d'innovation est encore trop cantonnée à l'adaptation de technologies occidentales, bref à l'imitation des technologies et des normes de consommation des pays développés.

Si la balance entre ces deux phénomènes est incertaine, elle ne laisse guère de doute sur la faible capacité actuelle à faire émerger de nouveaux produits plus « verts », plus conformes aux enjeux actuels, que ce soit dans les pays développés ou émergents. La mondialisation ne créera pas naturellement d'incitations à une innovation faisant face aux nouveaux enjeux. Autrement dit, la globalisation actuelle est « l'ennemi » de l'innovation technologique propre et écologique.

Changer le contenu de la croissance

La crise actuelle qui conjugue les crises de la finance, de la demande et de l'innovation, conduit à s'interroger sur les sorties de crise envisageables. Une reprise de la croissance de l'économie mondiale semblables à celles des années 2000-2008 butterait sur le choc du prix des matières premières et sur tous les déséquilibres commerciaux et écologiques actuels, ce qui s'apparenterait à un cycle en W, repoussant à une très lointaine échéance le retour d'une vraie croissance mondiale soutenable. Une croissance faible durable, à la façon d'un cycle en L s'apparenterait à ce que le Japon a connu après la profonde crise de 1991, malgré une dizaine de plans de relance. Un tel scénario où les économies développées n'arriveraient pas à retrouver de nouvelles sources de gains de productivité, ne peut être exclu.

En réalité, toutes ces crises se télescopent et toutes ces fausses sorties de crise nous délivrent un enseignement majeur : une nouvelle croissance, plus qualitative et plus respectueuse de l'environnement, sous-tendue par de nouvelles innovations de rupture et par de nouveaux gains de productivité, doit être visée.

Le parallèle entre la crise actuelle et celle de 1929 est souvent fait. Mais on oublie trop que la sortie de crise aux Etats-Unis, à partir de 1932 et du plan de relance de Roosevelt, fut très longue. Et Rostow l'avait déjà pointé : « le motif essentiel qui a empêché l'Amérique de sortir de la crise, laquelle laissait encore 17 % de chômeurs à la veille de la Seconde Guerre Mondiale, a tenu au fait que pendant cette phase de la croissance américaine, les secteurs moteurs avaient besoin du plein-emploi et d'une atmosphère de confiance avant de pouvoir être réactivés. Quels étaient ces secteurs moteurs à l'ère de la consommation de masse aux

² *American and British Technology in the Nineteenth Century. The Search for Labour Saving Inventions*, Cambridge University Press, 1967.

Etats-Unis ? Encore une fois, on trouvait l'automobile, la construction de maisons dans les banlieues, la construction de routes, et l'extension progressive de l'automobile et d'autres biens de consommation durable à un nombre de familles de plus en plus grand »³.

Nous sommes dans la même situation. La sortie de crise risque de prendre du temps si les politiques économiques ne stimulent pas fortement l'innovation technologique et les sources de gains de productivité dans les domaines aux forts enjeux.

UNE RELANCE PAR LA SEULE DEMANDE DES BIENS EXISTANTS EST TOUT SIMPLEMENT INCAPABLE DE REACTIVER LES SOURCES ENDOGENES DE GAINS DE PRODUCTIVITE

Les économistes ont beaucoup progressé durant ces dix dernières années dans l'identification des facteurs de productivité et dans la compréhension du rôle irremplaçable des institutions. Ces nouvelles connaissances doivent être mobilisées pour induire de nouvelles politiques économiques. Tout particulièrement, la clé de la sortie de crise réside dans la capacité à mobiliser sur le long terme les nouveaux déterminants de la productivité (cf. encadré)

Les nouveaux facteurs de productivité

Les nouveaux facteurs d'augmentation de la productivité résident tout particulièrement dans l'investissement dans l'éducation supérieure et dans les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), dans les dépenses d'innovation et dans la consommation des ménages. A cela il faut ajouter la déréglementation du marché des biens et l'entrée de nouvelles entreprises à croissance rapide.

Aussi, les dépenses dans l'éducation supérieure acquièrent le statut d'un investissement vis-à-vis des gains de productivité. L'investissement dans l'éducation supérieure est très lié à celui dans les TIC, et à bien des égards, il convient d'évoquer une co-évolution de ces facteurs.

La libéralisation du marché du travail ne paraît pas avoir d'impact notable sur les gains de productivité tandis que la concurrence sur le marché des biens peut en avoir, même si cet effet est complexe et discuté. En revanche, un processus efficace de renouvellement du tissu entrepreneurial joue indiscutablement un rôle clé, comme par voie de conséquence toutes les institutions qui le favorise. La coévolution « nouvelle entreprise-croissance rapide », qui conjugue la création de nouvelles entreprises à croissance rapide et la disparition d'entreprises moins performantes est fortement productrice de gains de productivité.

Il convient de réhabiliter le rôle de la consommation des ménages lorsque ce facteur est couplé à l'innovation de produit et l'amélioration de la qualité des produits ou encore à l'innovation de procédé et l'innovation organisationnelle. Le rôle clé de la coévolution « innovation-demande » entre la consommation des ménages et l'innovation, est un enseignement fondamental qui conduit à renouveler la vision classique des seules politiques de l'offre ou de la demande.

Ainsi, le Système d'Innovation est au cœur de la génération des gains de productivité, que ce soit par les universités, les entreprises innovantes ou par les nouvelles technologies

Une relance par la seule demande des biens existants est tout simplement incapable de réactiver les sources endogènes de gains de productivité. Seule l'évolution de la norme de consommation en faveur de plus de diversité de biens, c'est-à-dire intégrant plus de nouveaux biens à l'utilité incontestable, est en mesure d'induire une reprise vertueuse, car les investisseurs privés seront encouragés à réinvestir et à reprendre des risques en vue de retombées bénéfiques pour l'économie.

La transition réussie vers une nouvelle croissance doit grandement reposer sur un « système d'innovation » bien orienté et sur la diffusion de nouveaux produits, dans le cadre d'une

².Walt Whitman Rostow, *Les Etapes de la croissance économique*, Economica, 1997, p. 122. Traduction de *The Stages of Economic Growth A Non-Communist Manifesto*, Cambridge University Press, 1990.

régulation de croissance porteuse de gains de productivité. Si ces derniers sont ensuite largement partagés sous forme de pouvoir d'achat pour la grande majorité, la convention de croissance s'en trouvera validée aux yeux de plus en plus d'acteurs économiques et la sortie de crise s'accélénera, le principe de l'accélération jouant de nouveau dans le bon sens.

Last call

La profonde crise de 2008 atteint une France affaiblie depuis trop longtemps par un manque structurel de dynamisme économique et par une perte de compétitivité. Le déficit commercial, négatif depuis 2004, atteint le record de 56 milliards d'euros en 2008, alors que l'Allemagne enregistre à l'inverse un excédent record de l'ordre de 100 milliards, ce qui prouve que le système productif français est devenu inadapté aux nouvelles réalités économiques. En effet, le moindre contenu en innovation des produits français est une source majeure de la dégradation de la compétitivité à l'exportation, qui est amplifiée par les effets dévastateurs de la perte de compétitivité-prix.

Face à l'enjeu de sortie de crise, comment se situe la France ? Le plan de relance français de 26 milliards d'euros (1,3 % du PIB) sur deux ans, est trop orienté vers les investissements d'une autre époque (routes, autoroutes, canaux, etc.), le génie civil ayant été massivement préféré aux nouvelles technologies, alors que la France est affaiblie depuis longtemps par ses moindres investissements dans l'enseignement supérieur, dans la R&D et TIC.

Les faiblesses du « système d'innovation » français plongent leurs racines aussi bien dans le secteur industriel que dans celui des services, aussi bien dans le système d'enseignement supérieur que dans le système de recherche publique ou privée. Ainsi, par exemple, les entreprises françaises possèdent deux fois moins de chercheurs que les entreprises américaines ou suédoises.

LES ENTREPRISES FRANÇAISES POSSEDENT DEUX FOIS MOINS DE CHERCHEURS QUE LES ENTREPRISES AMERICAINES OU SUEDOISES

Une vraie et durable reprise de la croissance et de la création d'emplois n'est pas envisageable sans un plan massif centré sur l'innovation qui doit devenir le moteur d'un développement durable compatible avec la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)⁴.

Dans la perspective de la nouvelle croissance, la France possède un avantage comparatif important au sein des grands pays développés, le plus faible rejet de GES par habitant (seulement, annuellement, environ 6 tonnes de GES par habitant contre par exemple 20 pour les Etats-Unis et 10 pour l'Allemagne) . Cela traduit une économie plus économe et moins dépendante des énergies fossiles, accompagné par une réelle sensibilisation à ces enjeux au travers du Grenelle de l'Environnement tenu en 2007. L'enjeu, la réduction par 4 des émissions de GES à l'horizon de 2050 est clairement affiché⁵ et les pouvoirs publics ont annoncé qu'à l'avenir toutes les décisions publiques seront arbitrées en intégrant leur coût pour le climat, c'est-à-dire leur coût en carbone au travers d'une taxe climat-énergie.

Dans ce contexte, il faut alors choisir des investissements d'avenir, porteurs du double dividende en terme de gains de productivité et de sauvegarde de l'environnement..

L'investissement massif dans l'internet du très haut débit doit permettre l'émergence de nouveaux services très utiles (la télémédecine, le télétravail, la télésurveillance...) qui seront sources d'économies de déplacements et d'énergie. En parallèle, ces technologies devraient

⁴ Voir à cet égard Pierre Radanne, « Accepter le nouveau siècle » *Futuribles*, janvier 2006, n°315.

⁵ Christian de Boissieu, *Division par quatre des émissions de gaz à effet de serre de la France à l'horizon 2050*, La Documentation française, 2006.

continuer à générer des gains de productivité, comme le font toutes les TIC lorsqu'elles sont judicieusement employées.

Les investissements d'avenir doivent s'appuyer sur un « système d'innovation » réorienté en faveur des nouveaux produits, alliant un effort sans précédent pour la recherche publique. Doubler l'effort en dix ans, à l'instar de l'engagement du Président Obama, et réformer des institutions en faveur de l'excellence des universités et de leurs collaborations avec les entreprises, sont des points clés. Un effort sans précédent pour l'enseignement supérieur doit être engagé afin de rattraper notre retard par rapport aux pays anglo-saxons ou scandinaves.

Les pôles de compétitivité français, lancés en 2005, sont un outil incontournable pour répondre aux nouveaux défis et créer des avantages compétitifs dans la nouvelle croissance. Mais, au delà du succès actuel de la recherche collaborative, l'objectif est de créer une dynamique en faveur du renouvellement des produits et de la croissance des PME, ce qui ne sera pas réussi sans moyens importants et sans l'instauration de nouvelles institutions en faveur des PME, comme par exemple, l'incitation à la collaboration avec les universités, le soutien public à l'amorçage technologique, le soutien public au capital-risque...

En définitive, la France doit saisir l'opportunité de cette mutation de grande ampleur pour revenir dans la course mondiale, en visant à restaurer sa compétitivité par de nouveaux produits conformes aux enjeux du 21^{ème} siècle. Dès maintenant, une nouvelle stratégie, centrée sur l'innovation devrait être préparée, afin de prendre le virage d'une nouvelle croissance et hâter la sortie de crise.

Références :

Lorenzi J-H., Villemeur A. [2009], *L'innovation au cœur de la nouvelle croissance*, Economica, mai.

Rostow W-W. [1997], *Les étapes de la croissance économique*, Economica. Traduction de *The Stages of the Economic Growth 1990, A Non-Communist Manifesto*, Third Edition, Cambridge University Press : p.122.

Radanne P. [2006], « Accepter le nouveau siècle », *Futuribles*, n°315, janvier.

De Boissieu C. [2006], *Division par quatre des émissions de gaz à effet de serre de la France à l'horizon 2050*, La documentation française.